GALLIMARD

Maryvonne Roche

L'Année 1995 dans «Le Monde»

Les principaux événements en France et à l'étranger

COLLECTION
FOLIO/ACTUEL

16° Z
26698
(47)

21 13 674 93
T15

Le Monde

L'année 1995 dans *Le Monde*

Les principaux événements
en France
et à l'étranger

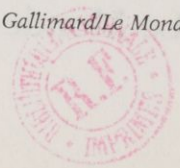
Préface d'André Fontaine

Gallimard / Le Monde-Éditions

DL-09 02 1996 05902

Les chronologies mensuelles ont été établies
par le service Documentation
du journal *Le Monde*.
L'ouvrage a été édité par Maryvonne Roche.

© *Éditions Gallimard/Le Monde-Éditions, 1996.*



AFFAIRES, GRÈVES ET PAIX « AMÉRICAINE »

Chaque peuple a son histoire, passant avant celle des autres et se nourrissant de ce qui le touche de plus près. Prenons les Japonais : 1995 ne peut pas ne pas rester pour eux d'abord l'année du tremblement de terre de Kobé, de l'attentat au gaz du métro de Tokyo et du scandale de la banque Daiwa, tous événements qui, sur la toile de fond d'une grave crise de déflation, ont jeté un jour cru sur les failles d'un système réputé invulnérable. Leurs voisins sud-coréens garderont, eux, le souvenir d'un autre genre de séisme : l'envoi en prison de deux anciens présidents de la République. L'un d'eux, qui avait joué un rôle essentiel dans la démocratisation du régime, n'a-t-il pas reconnu en pleurant, à la télévision, avoir reçu 650 millions de dollars de l'ensemble des chaebols, *autrement dit des conglomérats industriels et financiers ? Quant à leurs chefs, ils ne doivent de demeurer en liberté qu'à l'importance primordiale de leur rôle économique.*

Les « affaires » ne sont pas, tant s'en faut, un monopole du Sud-Est asiatique : peu de nations poussent le respect de la vertu aussi loin que la Suède, où une dame ministre, promise à diriger le gouvernement, a dû s'effacer, simplement parce qu'elle avait utilisé une carte de crédit de son administration pour régler quelques achats personnels. On n'en finirait pas d'énu-

mérer, petits ou grands, les scandales qui ont éclaboussé au cours des mois écoulés une bonne partie du village planétaire.

Le cas le plus marquant reste jusqu'à plus ample informé celui de l'Italie, qui ne sort que lentement de la crise de régime déclenchée par l'opération « mani pulite ». *Le total des années de prison prononcées contre l'ancien président du conseil socialiste Bettino Craxi, présentement réfugié en Tunisie, se monte désormais à dix-huit, et son collègue Giulio Andreotti, figure de proue, pendant près d'un demi-siècle, de la Démocratie chrétienne, répond en justice de l'accusation de complicité avec la mafia. Silvio Berlusconi, arrivé au pouvoir en mars 1994 en se faisant fort de nettoyer les écuries d'Augias, puis lâché par une partie de ses alliés, fait lui aussi l'objet de poursuites pour corruption.*

La Belgique, également, a alimenté la chronique. Impliqués dans des pots-de-vin pour des commandes d'hélicoptères, le chef d'état-major de l'armée de l'air s'est donné la mort et l'ancien ministre socialiste de l'économie Willy Claes a dû abandonner ses fonctions de secrétaire général de l'OTAN. Choisi après que Washington eut fait échouer la candidature, pourtant soutenue par Bonn, Londres et Paris, du premier ministre néerlandais Ruud Lubbers, son successeur, le ministre des affaires étrangères espagnol Javier Solana présente la particularité d'avoir voté, quand il était député de l'opposition socialiste, contre l'adhésion de son pays au pacte atlantique. En acceptant, il complique la tâche de Felipe Gonzalez, que sa mise en cause dans le procès des Groupes antiterroristes de libération, responsables de nombreux attentats contre des nationalistes basques, a amené à dissoudre le Parlement. Alors qu'il envisageait de se retirer de la politique active, et de laisser à Solana le soin de conduire la liste de son

parti aux législatives anticipées de mars 1996, qui s'annoncent difficiles, il doit s'en charger lui-même.

LA FRANCE PARALYSÉE

Peut-être, si les grèves de décembre n'étaient pas venues soudain bouleverser leur existence, les Français auraient-ils placé eux aussi 1995 sous le signe des « affaires » : on ne compte pas, en effet, les ministres et anciens ministres de tous bords, les P-DG, les dirigeants de clubs sportifs qui se sont trouvés poursuivis, condamnés, voire jetés en prison. La justice n'a pas craint de contraindre à la démission un homme aussi puissant que Pierre Suard, l'ancien patron d'Alcatel, et de faire subir à un Martin Bouygues l'humiliation de la garde à vue. Il n'est pas jusqu'à Alain Juppé, dont Jacques Chirac a fait son premier ministre au lendemain de son élection à l'Élysée, qui ne se soit trouvé mis en cause du fait des conditions de logement dont bénéficiaient tant son fils que lui-même, de la part de la Ville de Paris. Compte tenu de ce que sont malheureusement les habitudes de l'establishment, le cas n'était pas si pendable : prononcé à temps, un mot d'excuse aurait aidé à tourner la page. Mais le QI élevé et le courage, qui sont l'apanage de l'hôte de Matignon, ne suffisent pas pour gouverner un pays : il y faut la manière. Or la capacité de communiquer, de dialoguer, de séduire lui fait terriblement défaut.

On en a eu confirmation tout au long du conflit qui, pendant plus de trois semaines, a affecté une bonne partie du secteur public, paralysant notamment les chemins de fer, ainsi que les transports urbains de Paris, de Marseille et, à un moindre degré, d'autres grandes villes. Les leaders d'un syndicalisme soudain réveillé d'une longue torpeur ont certes échoué à

convaincre les salariés du privé de rejoindre le mouvement, et celui-là n'a pas pris dans l'Université l'ampleur que certains escomptaient. Il n'en a pas moins mis en évidence la lassitude, voire le découragement, d'une population à qui, depuis vingt ans, on a décidément trop souvent promis la lune.

Certains se sont empressés de dresser un parallèle avec mai 1968. Il est hors de propos. Emploi et consommation étaient alors à leur apogée : à la société qu'on prétendait détruire on reprochait surtout d'exister en tant que telle, avec sa hiérarchie rigide et son conformisme hypocrite. Il n'est plus question cette fois de détruire, mais plus modestement de préserver des « acquis sociaux » menacés et d'assurer un avenir à des enfants pour qui il prend trop aisément les couleurs du chômage. La responsabilité de la situation incombe largement à l'ensemble des gouvernements, de gauche ou de droite, qui, depuis vingt ans, n'osent pas prendre les mesures radicales qu'appelait l'endettement de plus en plus catastrophique de l'État, des entreprises publiques et de la Sécurité sociale. Jacques Chirac a contribué à l'aggraver en soutenant contre Édouard Balladur, tout au long de sa campagne électorale, que le seul moyen de réduire cet endettement était de s'attaquer avec résolution au chômage. Il a donc promis tout à la fois d'augmenter les salaires, de réduire les impôts, de protéger les avantages inhérents à la Sécurité sociale. Moyennant quoi, le 26 octobre, il lui a fallu reconnaître à la télévision qu'il avait « peut-être » *sous-estimé l'ampleur des déficits, et, du coup, inversé l'ordre des priorités.*

Alain Juppé, auquel on avait facilement reproché jusqu'alors un certain immobilisme, a pris le taureau par les cornes et tiré de son chapeau un ensemble de réformes. Visant à restaurer, à terme, l'équilibre financier de l'État, des entreprises publiques, à commencer par la SNCF, et de la Sécurité sociale, elles impliquaient

tout à la fois de nouveaux prélèvements et une révision, pour certaines catégories, des conditions de départ à la retraite.

Le premier ministre n'a pas eu la chance, ou l'habileté, de Lamberto Dini : l'ancien gouverneur de la banque d'Italie, qui a succédé à Silvio Berlusconi à la tête d'un cabinet de techniciens réputés apolitiques, a réussi à faire approuver par les syndicats un projet ambitieux de réforme des pensions. À vouloir passer en force, sans guère consulter ni expliquer, le successeur d'Édouard Balladur a certes recueilli les applaudissements de sa majorité, mais il a suscité chez des centaines de milliers de travailleurs une réaction de rejet si vive qu'il lui a fallu, pour sauver la réforme de la « Sécu », renoncer à une grande partie de ses autres projets, notamment l'alignement des régimes de retraite du secteur public sur le régime général.

DOUTES SUR L'EUROPE

Le coût de cette singulièrement peu violente, mais à tous égards ruineuse, épreuve de force n'est pas sans faire planer quelques doutes, malgré l'insistance de Jacques Chirac, depuis son élection, sur la monnaie unique, quant à la capacité de Paris à répondre en temps voulu aux fameux critères de Maastricht. Ce n'est pas, loin de là, le seul nuage à l'horizon de l'Union européenne, à l'heure où il lui faut se prononcer tout à la fois sur la révision institutionnelle prévue par le traité et sur son élargissement, notamment, aux pays de l'Est.

Déjà sa cohésion s'est trouvée mise à rude épreuve par la reprise des essais nucléaires français : une majorité des États membres a cru en effet devoir s'associer à leur condamnation par l'assemblée générale des Nations unies, ce qui a provoqué de la part du prési-

dent de la République les vives réactions que l'on pouvait attendre d'un gaulliste déclaré. Seule la Grande-Bretagne de John Major l'a vraiment appuyé dans cette affaire — mais, si elle en attendait un relâchement de ce couple franco-allemand dont l'intimité n'a pas fini de l'agacer, elle en est pour ses frais. Jacques Chirac paraît de plus en plus convaincu que l'Europe a besoin d'un « noyau dur », et que seuls Paris et Bonn peuvent lui fournir ses points d'ancrage.

On dira qu'en cela aussi il est tout à fait fidèle à la ligne du Général, poursuivie sur ce point par ses successeurs, y compris François Mitterrand. Il semble bien en revanche s'en être écarté en acceptant, à la différence de Londres, une extension du vote qualifié au conseil des ministres de l'Union européenne, en donnant son accord à la prolongation indéfinie du traité de non-prolifération alors que de Gaulle, y voyant un instrument de consolidation de la « double hégémonie » soviéto-américaine, avait obstinément refusé de signer cet engagement ; en promettant, pour peu que les autres le fassent, de renoncer « pour toujours », *une fois terminée la campagne de tirs 1995-1996, aux essais nucléaires ; et plus encore en marquant un net rapprochement avec l'OTAN, à un moment où la diplomatie américaine effectue, en bien des points de la planète, une reprise en mains spectaculaire.*

CLINTON, LA BOSNIE ET L'ASSASSINAT D'ITZHAK RABIN

Ce rapprochement, symbolisé par le retour du représentant français au comité des chefs d'état-major de l'Alliance, était à vrai dire difficilement évitable à partir du moment où, les efforts de l'Europe et ceux des Nations unies ayant échoué, s'imposait l'idée d'un appel à l'OTAN pour mettre fin au calvaire de la Bos-

nie. Bill Clinton a joué là un rôle essentiel. Après avoir poussé les musulmans à se fédérer avec les Croates, il a aidé ces derniers à reconquérir la Krajina, envoyé les avions de l'OTAN neutraliser les défenses des troupes de Karadzic et de Mladic, cloîtré dans l'Ohio les trois principaux acteurs du drame pour leur faire avaler un partage plus ou moins camouflé, interposé entre les combattants, en relève des infortunés « casques bleus », une force atlantique composée au tiers d'Américains.

D'autres ont, il est vrai, largement contribué à cette prise en mains : par leurs provocations répétées, les dirigeants de Pale ; par la distance prise à leur égard, le président serbe Milosevic, qui obtient en retour une bonne partie des terres qu'il convoitait, plus un fort contestable brevet d'honorabilité ; par la création de la Force de réaction rapide, Jacques Chirac, dont le sang n'a fait qu'un tour lorsqu'il a vu des soldats français de l'ONU pris en otage, voire enchaînés à des pièces d'artillerie ; enfin, par la menace d'une levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie, la majorité républicaine au Congrès — à un an du scrutin présidentiel, Bill Clinton ne pouvait se permettre de voir son veto annulé à la majorité constitutionnelle des deux tiers.

Les considérations de politique intérieure ne sont pas davantage absentes de l'activisme croissant des États-Unis au Proche-Orient. Chacun cherche, comme c'est l'habitude à un an du scrutin présidentiel, à séduire l'électorat juif. La majorité républicaine des deux chambres en réclamant le transfert à Jérusalem de l'ambassade américaine. Bill Clinton en s'impliquant de plus en plus dans la réconciliation israélo-palestinienne. Aux obsèques d'Itzhak Rabin, auxquelles il a assisté à la tête d'une énorme délégation, son discours, aussi ferme que chaleureux, a fait passer un moment l'ombre de Kennedy.

Rien ne pouvait davantage déjouer l'attente du meurtrier : il croyait tuer l'espoir de paix et n'a abouti en fin de compte qu'à le rendre irrésistible, le deuil de la population ayant montré sans doute possible que dans sa grande majorité elle aspirait à la paix. La glace, cette fois, semble enfin brisée. À preuve, la visite de Yasser Arafat à Leah Rabin, ou la déclaration de la déléguée de l'OLP à Paris, selon laquelle l'opposition n'est plus désormais entre Israéliens et Arabes, mais entre partisans et adversaires de la paix. Ou encore le fait que la Syrie et l'État hébreu se soient décidés à négocier pour de bon — que leurs délégués se rencontrent dans le Maryland prouve que Washington n'y est pas pour rien.

La présence américaine s'est également manifestée, bien entendu, dans l'hémisphère occidental. Notamment au Mexique, où la fuite à l'étranger de l'ex-président Salinas de Gortari a mis en évidence l'ampleur de l'ébranlement provoqué par la révolte des paysans zapatistes du Chiapas et les assassinats politiques qui l'ont suivie. Washington et le FMI y ont injecté, pour éviter un désastre, d'énormes capitaux. En Haïti, où la présence de « casques bleus », essentiellement américains, a permis d'élire paisiblement le successeur du populaire président Aristide, dont le mandat venait à expiration. Au Québec, où les électeurs qui, à une courte majorité, ont écarté la souveraineté n'ignoraient pas que la Maison Blanche n'y était guère favorable.

RETOUR EN FORCE COMMUNISTE

Il n'est pas jusqu'à l'Ulster, qui a accueilli Clinton, lui-même d'origine irlandaise, comme le Messie, où la pax americana *ne fasse sentir ses effets. Ses limites sautent pourtant aux yeux. Non que les États-Unis*

aient grand-chose à redouter pour le moment de leur grand rival d'hier : les ennuis de santé répétés de Boris Eltsine et la persistance de la guerre en Tchétchénie en illustrent symboliquement le désarroi. L'avance des communistes aux législatives russes de décembre traduit surtout une nostalgie, aisément explicable dans cette conjoncture, du temps où l'Union soviétique était une puissance respectée, qui ne réduisait pas ses vieux à la misère et ne laissait pas la mafia tenir le haut du pavé. Mais c'est en Pologne — premier des pays de l'Est à avoir eu, dès août 1989, un premier ministre étranger au Parti, que le succès des communistes a été le plus spectaculaire. Pas question cependant de retour au dogmatisme et moins encore à l'alignement sur le Kremlin. Le nouveau président, Alexandre Kwasniewski, est manifestement un opportuniste, déterminé à poursuivre les réformes, quitte à en modérer quelque peu le rythme, et l'intégration à l'Europe. En votant pour lui, beaucoup d'électeurs ont surtout voulu faire payer à Walesa le prix de sa fidélité à une Église trop portée à leur dicter leur conduite.

Pour le moment, les plus gros nuages qui s'inscrivent à l'horizon des États-Unis n'ont guère changé de place. L'un a nom islamisme. Il ensanglante quotidiennement l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Pakistan et l'Algérie, et a bien failli faire subir à Moubarak le sort de Sadate. La France a connu de son fait plusieurs attentats meurtriers. Les intérêts américains en Arabie Saoudite n'ont pas été épargnés. Cela dit, l'importance de la participation à l'élection du président Zeroual, des deux côtés de la Méditerranée, a montré que le terrorisme n'a pas gagné la partie. De son côté, le succès spectaculaire des fondamentalistes aux élections turques n'a suffi pour le moment ni à leur ouvrir les portes du pouvoir ni à remettre en cause la toute nouvelle union douanière avec l'Union européenne. En tout cas les États-Unis continuent de tenir la dragée haute

à l'Iran et à l'Irak, dont les ambitions, étayées par un effort intensif dans le domaine de l'armement, y compris le plus « sensible », préoccupent Washington au plus haut point.

Vient ensuite l'Extrême-Orient. Le régime « communiste » de Pékin a beau sacrifier de plus en plus aux démons du capitalisme le plus entreprenant, il continue de narguer les Américains et ses voisins en s'armant à outrance, en revendiquant la souveraineté de la mer de Chine méridionale, procédant à des essais de fusées dans le détroit de Formose, en opposant son propre candidat au successeur que s'est choisi le Dalaï Lama, de même qu'en faisant fête à Fidel Castro et en condamnant lourdement le dissident Wei Jingsheng. De leur côté, les 18 membres du Forum Asie-Pacifique opposent un front commun aux prétentions commerciales de Washington. La signature, par les pays de l'ASEAN, maintenant rejoints par le Viêt-nam, d'un traité sur la dénucléarisation du Pacifique vise évidemment d'abord la Chine et la France mais va aussi directement à l'encontre d'un vœu nettement formulé des États-Unis.

Reste que les plus gros problèmes de l'Amérique pourraient bien être ceux qu'elle se pose à elle-même. Le crime, la drogue, le sida n'ont pas reculé. Un attentat à la voiture piégée, œuvre supposée d'un militant d'extrême droite, a détruit un immeuble fédéral à Oklahoma City, faisant pas moins de 168 morts. Les réactions à l'acquittement du footballeur noir O. J. Simpson, accusé du meurtre de sa femme blanche, et le défilé de 1 million d'« Africains-Américains » organisé à Washington par Louis Farrakhan, le leader de la Nation de l'islam, ont mis en évidence l'ampleur de la fracture résultant de la différence de couleur de peau.

Sur le budget, sur les services sociaux, la guerre est déclarée entre la Maison Blanche et le Congrès. Des pertes en Bosnie conduiraient sans doute Bill Clinton

à rapatrier ses troupes avant l'échéance prévue de la présidentielle de novembre 1996, ce qui mettrait en péril l'accord de paix. Qui se préoccupe réellement de venir en aide aux Africains menacés par la famine ou d'empêcher le nouveau génocide qui menace le Rwanda et le Burundi ? Malgré l'ampleur de la protestation universelle, personne n'a pu empêcher la pendaison de 9 opposants à la junte militaire du Nigeria. D'accord, pour des raisons qui tiennent d'abord à l'amour-propre, sur le fait qu'ils sont les seuls à pouvoir, comme Bill Clinton l'a fait valoir, « continuer d'être des leaders pour la paix », *les Américains paraissent de moins en moins convaincus qu'il pourrait leur revenir d'en acquitter le prix de sang et d'argent...*

André Fontaine

Janvier

- Mgr Gaillot suspendu de sa charge d'évêque d'Évreux
- 43 départements inondés
- Renouvellement d'un tiers du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
- De nouveaux candidats pour l'élection présidentielle
- L'Union européenne passe de 12 à 15 membres
- Signature, par l'opposition algérienne, de la Déclaration de Rome
- Accord américano-vietnamien sur les contentieux opposant les deux pays
- Offensive russe en Tchétchénie

France

4 * FURIANI : 13 dirigeants sportifs, administratifs ou économiques comparaissent devant le tribunal correctionnel de Bastia dans le cadre du procès de la catastrophe de Furiani qui, le 5 mai 1992, a causé la mort de 17 personnes et fait plus de 2 000 blessés. Il se termine le 25 par la plaidoirie des avocats de la défense, le jugement devant être rendu le 31 mars (du 3 au 27 **).

5 AFFAIRES : Le maire (UDF) de Nîmes, Jean Bousquet, est mis en examen pour complicité d'abus de biens sociaux dans une affaire de fausses factures alimentant les caisses du club de football de la ville (10).

5 ENTREPRISES : Selon les chiffres publiés par la Société française d'assurance-crédit (SFAC), pour la première fois depuis 1981 le nombre des défaillances d'entreprises a baissé de 13,9 % en France en 1994 (7).

* *Les chiffres en début de paragraphe indiquent la date de l'événement.*

** *Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du* Monde *dans lequel les articles ont paru.*

6 AFFAIRES : Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain (PR) et député des Vosges, est mis en examen pour « *abus de biens sociaux et recel d'abus de confiance* » dans l'affaire du financement du PR, dont le dossier est désormais instruit par Mireille Filippini (8-9, 10).

9 PRESSE : *Le Monde,* à l'occasion de ses cinquante ans, lance une nouvelle formule en date du 10 (8-9, 10).

10 RELIGION : Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, reconnaît officiellement le rôle fédérateur de la Grande Mosquée de Paris et de son recteur, le Dr Dalil Boubakeur, dans l'organisation de l'islam français (12, 13).

10 AFFAIRES : Claude Bez, ancien président du club de football Les Girondins de Bordeaux, condamné pour escroquerie à deux ans de prison, dont un avec sursis, le 21 mars 1994, contre-attaque devant la cour d'appel de Bordeaux et accuse Gilbert Leroi, un des plus proches collaborateurs du maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, de tentative de corruption (12, 13, 14, 19).

Le juge parisien Gilbert Thiel, chargé d'instruire une plainte pour violation du secret de l'instruction déposée par Gérard Longuet, ancien ministre de l'industrie, démissionnaire, entend à Rennes le conseiller Renaud Van Ruymbeke. Le 11, la mise en examen de Gérard Longuet le 23 décembre 1994 par le juge d'instruction Mireille Filippini, pour abus de biens sociaux à propos de la construction de sa villa de Saint-Tropez, est dévoilée (du 12 au 14, 17, 19, 21, 28).

13 RELIGION : Jean-Paul II suspend Mgr Jacques Gaillot de sa charge d'évêque d'Évreux, qu'il détenait depuis 1982. Cette décision trouble les catholiques français et suscite de nombreuses réactions au sein même de l'épiscopat français. Sa messe

d'adieu, le 22, rassemble 20 000 personnes dont 4 évêques (du 14 au 25).

15 RALLYE : Parti de Grenade (Espagne) le 1er janvier, le 17e Dakar couronne les mêmes pilotes que l'édition 1994 : l'équipage français Pierre Lartigue et Michel Périn dans l'épreuve automobile et le Français Stéphane Peterhansel dans celle des motos (du 4 au 17).

16 DÉCÈS de Paul Delouvrier, grand serviteur de l'État et ancien président d'EDF, à l'âge de quatre-vingts ans (18, 19).

17 SANTÉ : Les syndicats de médecins et les caisses d'assurance-maladie parviennent à un accord sur les augmentations des honoraires médicaux au 1er mars (19, 20).

19 AFFAIRES : Afin d'élucider l'origine des fonds qui alimentaient le système Carignon, 4 industriels de travaux publics sont mis en examen pour « *abus de biens sociaux et corruption* » par le juge d'instruction de Grenoble chargé de l'affaire Névache (20, 21, 24).

20 INAUGURATION : Édouard Balladur inaugure le pont de Normandie, dont la première pierre a été posée en 1988. Le coût de l'ouvrage, lancé entre les deux rives de la Seine, s'élève à 2,7 milliards de francs (20, 22-23).

20 NOMINATIONS : Philippe Douste-Blazy, ministre délégué chargé de la santé, est nommé porte-parole du gouvernement en remplacement de Nicolas Sarkozy, chargé de la campagne de M. Balladur pour l'élection présidentielle et directeur de son cabinet à l'hôtel Matignon (21).

20 CONSOMMATION : Selon les comptes de l'INSEE, la hausse des prix en 1994 n'a été que de 1,6 % (21).

21-26 RALLYE : Le 63e rallye de Monte Carlo

est remporté par l'Espagnol Carlos Sainz (du 23 au 27).

22 INTEMPÉRIES : L'ouest de la France est touché par des intempéries qui provoquent d'importantes inondations en Bretagne et en Basse-Normandie. À partir du 26, les inondations affectent l'est de la France. Au total, 43 départements sont touchés, et on déplore la mort de 16 personnes et la disparition de 4 autres (du 24 au 2/II).

23 COMMUNICATION : Lors du renouvellement par tiers du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), créé par la loi du 17 janvier 1989, François Mitterrand nomme à la présidence Hervé Bourges, ancien président de France Télévision ; René Monory, président du Sénat, désigne Jean-Marie Cotteret, professeur de droit et conseiller du ministre de la justice, et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, nomme Philippe Labarde, journaliste, ex-responsable de l'information du *Monde* (25, 29-30).

26 CATASTROPHE : De fortes rafales de vent provoquent la chute d'une grue sur le toit d'un lycée à Toul (Meurthe-et-Moselle), tuant 6 lycéens et blessant gravement 2 autres personnes (28, 29-30).

26 PRESSE : Quatre mois après le lancement de *Libération III*, le quotidien engage un plan d'économie de 50 millions de francs et revoit ses effectifs et sa pagination à la baisse (28).

27 AFFAIRES : La cour d'appel de Paris rejette la requête de Bernard Tapie, député radical, de « *suspension des effets provisoires* » du jugement du tribunal de commerce le plaçant en liquidation judiciaire à titre personnel le 14 décembre 1994. Le député reste virtuellement inéligible et déchu de ses mandats (28, 29-30).

30 JEUNES : À l'issue d'une réunion avec le comité chargé de la consultation des jeunes, le gou-

vernement annonce un dernier train de mesures en faveur des moins de vingt-cinq ans. La plupart des propositions du comité sont rejetées et aucun dispositif véritablement nouveau n'est retenu (1er, 2/II).

30 AFFAIRES : Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), sollicité le 22 décembre 1994 par le chef de l'État, remet à François Mitterrand son avis par lequel il apporte son entier soutien au juge Éric Halphen dans l'affaire des HLM de Paris (28, 1er, 2/II).

31 CHÔMAGE : Le ministère du travail annonce une augmentation de 26 700 demandeurs d'emploi en 1994 (1er/II). ■

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le **4,** Lionel Jospin, ancien premier secrétaire du Parti socialiste et ancien ministre de l'éducation nationale, annonce, devant le bureau national du PS, qu'il est « *disponible* » pour « *être candidat à l'élection présidentielle* » et « *mener campagne* » au nom des socialistes.

Le **8,** Philippe de Villiers, député européen et fondateur du Mouvement pour la France (lancé le 20 novembre 1994), annonce sa candidature afin de « *rendre aux Français leur souveraineté* ». Le même jour, lors de la première assemblée générale, à Dourdan (Essonne), du Mouvement écologiste indépendant (MEI), créé le 4 septembre 1994, 92,6 % des adhérents désignent Antoine Waechter, ancien porte-parole des Verts, comme candidat à l'élection. Il est le troisième postulant écologiste après Dominique Voynet (qui s'est déclarée le 20 octobre 1994) et Brice

Lalonde, président de Génération écologie (qui s'est déclaré le 17 octobre 1994).

Le **12,** Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, informe Jacques Chirac de sa décision de soutenir la candidature d'Édouard Balladur.

Les **14** et **15,** lors de la convention « Le Pen président » réunie à Tours (Indre-et-Loire), Jean-Marie Le Pen, le premier, dès septembre 1994, à avoir déclaré sa candidature, présente les « *idées simples* » de son projet de VI[e] République.

Le **17,** l'ancien ministre socialiste de la culture et maire de Blois Jack Lang déclare être prêt à se porter candidat à la présidence. Le même jour, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et président par intérim du RPR, déclare qu'il soutient « *sans ambiguïté* » Jacques Chirac, « *candidat naturel du RPR* », mais qu'il n'entrera pas en campagne contre Édouard Balladur.

Le **18,** Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS depuis mai 1994, présente sa candidature à l'élection présidentielle. Le même jour, au cours d'une déclaration diffusée par les chaînes de télévision, le premier ministre, Édouard Balladur, en direct de Matignon, estimant n'être « *pas le candidat d'un parti* », déclare sa candidature à l'Élysée.

Le **21,** le conseil politique du CDS, présidé par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, apporte son soutien à la candidature du premier ministre.

Le **24,** alors que Ségolène Royal (deloriste) décide d'abandonner la présidence du conseil national du PS pour se « *mettre à l'écart de ces funestes querelles* », Jacques Delors appelle les dirigeants socialistes à la raison et leur demande d'accepter les primaires au sein du parti. Le 25, lâché par les fabiusiens et ne souhaitant pas « *ajouter la division à la division* », M. Lang se retire de la compétition à la candidature

socialiste et se rallie à M. Emmanuelli, tandis que Robert Vigouroux, maire de Marseille, sénateur (Rassemblement démocratique européen), annonce, le 26, son soutien à M. Balladur.

Le **28,** le Parti républicain (PR), qui est engagé depuis décembre 1993 derrière M. Balladur, confirme à l'occasion de son conseil national, à Lyon, son soutien au premier ministre. La réunion à Paris, le même jour, des parlementaires et autres élus du RPR favorables à M. Balladur officialise la fracture du mouvement gaulliste. Le 28 également, à l'occasion du quatorzième anniversaire de sa déclaration de candidature, François Mitterrand se rend à Château-Chinon (Nièvre), où il a convié les deux candidats à la candidature socialiste, MM. Emmanuelli et Jospin (4, 6, 7, du 10 au 28, 31, 2/II). ■

Étranger

1er BOSNIE : L'accord de cessation des hostilités pour une période de quatre mois, signé la veille par les Serbes de Bosnie et le gouvernement de Sarajevo, entre en vigueur. Le 24, le général britannique Michael Rose quitte le commandement de la FORPRONU. Il est remplacé par un autre Britannique, le général Rupert Smith (4, 7, 8-9, 10, 14, 17, 22-23, 25, 26, 27).

1er UNION EUROPÉENNE : La France préside pour six mois l'Union européenne, qui s'élargit à 15 membres avec l'entrée officielle, le même jour, de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande. Le 17, François Mitterrand présente, à Strasbourg, les objectifs de la présidence française de l'Union. Il souligne le mérite de la construction communautaire,

celui de fournir un antidote au nationalisme, car « *le nationalisme, c'est la guerre* » (3, 19).

2 SOMALIE : Renversé le 27 janvier 1991, l'ancien président Mohamed Syad Barre meurt au Nigeria, où il vivait en exil depuis mai 1992 (4).

3 MEXIQUE : Alors que depuis le 20 décembre 1994 le pays est en proie à une crise financière de grande ampleur, le président mexicain, Ernesto Zedillo, annonce un programme d'austérité draconien destiné à stabiliser le cours du peso. Le 31, le président Clinton prend un décret par lequel les États-Unis s'engagent à fournir au Mexique une aide de 20 milliards de dollards (105 milliards de francs). Le même jour, le Fonds monétaire international (FMI) annonce qu'il porte ses crédits au Mexique à 17,8 milliards de dollars, record historique. Au total le plan de sauvetage atteint 50 milliards de dollars (260 milliards de francs) (5, 6, du 13 au 18, du 21 au 2/II).

3 SRI LANKA : Réunis à Jaffna, péninsule de l'extrême nord de l'île et bastion des séparatistes tamouls, une délégation du gouvernement et les rebelles des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) concluent un accord de cessez-le-feu (5, 7, 22-23, 26).

5 ALGÉRIE : Les dirigeants du Front islamique du salut (FIS) condamnent les violences exercées à l'encontre des civils, algériens et étrangers. Le 6, le ministre de l'intérieur annonce que le FIS dissous ne sera pas autorisé à présenter des candidats à l'élection présidentielle prévue avant la fin 1995 (4, 5, 6, 7, 8-9, 13).

8 ARGENTINE : Le boxeur argentin Carlos Monzón (El Macho), âgé de cinquante-deux ans, trouve la mort dans un accident de la route alors qu'il regagnait la prison où il purgeait une peine de

onze ans pour le meurtre de sa troisième femme, commis en février 1988 (10).

9 LAOS : Mort du Prince rouge, Souphanouvong, ancien président de la République « démocratique et populaire » du Laos (1945-1991), dirigeant du pouvoir communiste à Vientiane (12).

10-28 MAROC : La cour d'appel de Fès condamne à la peine de mort trois beurs de la région parisienne, un Franco-Algérien et un Franco-Marocain qui ont participé à la fusillade dans un hôtel de Marrakech en août 1994, et un Algérien vivant en France qui a tiré sur le cimetière juif de Casablanca (12, du 20 au 31).

11-21 VATICAN : Jean-Paul II, effectuant son soixante-quatrième voyage hors d'Italie, se rend successivement aux Philippines (du 12 au 16), en Papouasie-Nouvelle-Guinée (du 16 au 18), en Australie (du 18 au 20) et au Sri Lanka (le 21). Le point fort, son étape aux Philippines, rassemble la jeunesse mondiale (les 14 et 15). Le 14, il adresse un message à tous les catholiques chinois et impose des conditions à une rencontre avec des fidèles de l'Église patriotique (officielle) délégués par Pékin. À Colombo (Sri Lanka), sa visite est boycottée par les bouddhistes (du 11 au 22-23).

12 NIGER : Avec 42 élus sur 83 sièges, l'opposition nigérienne remporte les élections législatives (17).

13 ITALIE : Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, désigne Lamberto Dini, ancien directeur général de la Banque d'Italie et ex-ministre du Trésor du gouvernement sortant, pour former le nouveau gouvernement. Le 17, M. Dini présente la liste du cinquante-quatrième gouvernement italien de l'après-guerre, formé de personnalités non liées aux partis politiques. Par 302 voix contre 39 et l'abstention des 270 députés de Forza Italia, de l'Alliance

nationale et du centre chrétien-démocrate, la chambre des députés accorde, le 25, sa confiance au nouveau gouvernement (15-16, 19, 24, 25, 27).

13 ALGÉRIE : Réunis depuis le 8 à Rome, sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egidio, pour la seconde fois depuis novembre 1994, les principaux partis de l'opposition algérienne, islamistes compris, présentent une plate-forme de propositions minimales, destinées à sortir l'Algérie de l'impasse dans laquelle elle vit depuis l'interruption du processus électoral, en janvier 1992 (on compte plus de 30 000 morts, civils ou militaires). Le 15, le Groupe islamique armé (GIA), dans un communiqué publié à Paris, se dit prêt à « *arrêter la guerre* » mais pose à son offre des conditions inacceptables pour le pouvoir. Le 18, estimant que « *le contrat de Rome n'est pas celui attendu par l'Algérie* », le gouvernement algérien rejette la plate-forme de l'opposition. Le 21, l'Armée islamique du salut (AIS), approuvant la « *condamnation de la violence pour accéder au pouvoir* », récuse à son tour la Déclaration de Rome. Le 26, le président Liamine Zeroual lance un appel à la concertation des partis légaux — ce qui exclut l'ex-FIS — pour préparer l'élection présidentielle prévue pour cette année (15-16, 17, 20, 24, 25, 28, 31).

17 JAPON : Un séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter frappe le Kansai, éprouvant particulièrement la ville de Kobe, second port de l'archipel ; on compte plus de 5 074 morts et une soixantaine de disparus. Les dégâts sont évalués entre 160 et 425 milliards de francs (du 18 au 28).

18 UNION EUROPÉENNE : Le Parlement européen accorde sa confiance par 461 voix contre 103 et 59 abstentions à la nouvelle commission de l'Union, présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, qui prend ses fonctions le 23. Le 19, le Par-